Fédération des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

30 ans 1986/2016 filpac cgt

Une exposition proposée par la **filpac cgt**
Coordination rédaction : **Danièle Morel**
Rédaction : **Patrick Bauret, Nadia Khalifi, Pascal Lefèbvre, Daniel Légerot, Christiane Lourdez, Danièle Morel, Denis Remande, Denis Rayer, Franck Sailliot, Gérard Sénécal, Édouard Schoene.** Correction : **Philippe Zirn**
Conception graphique : **Frédéric Joffre**
Impression : **Eurocom**

TRENTE ANS DE LUTTES SYNDICALES POUR LE LIVRE, LE PAPIER ET LA COMMUNICATION

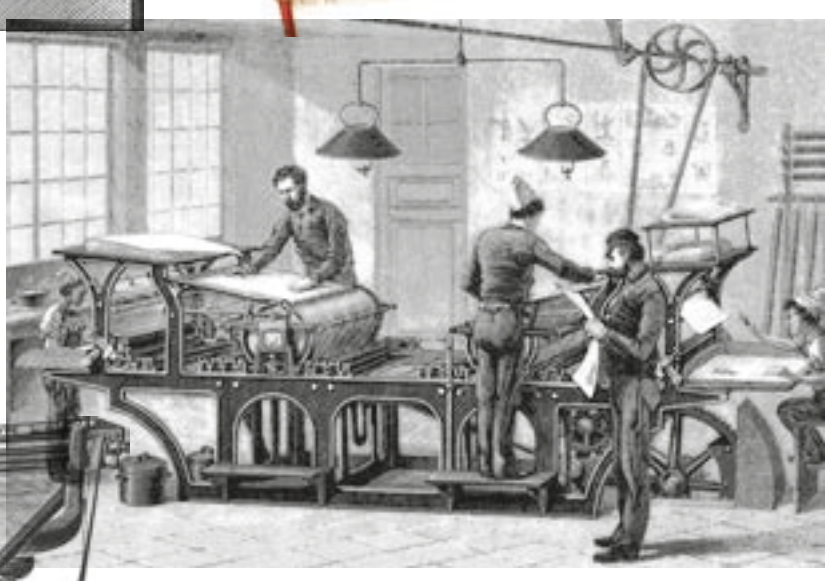
EXPOSITION 6 -23 décembre 2016

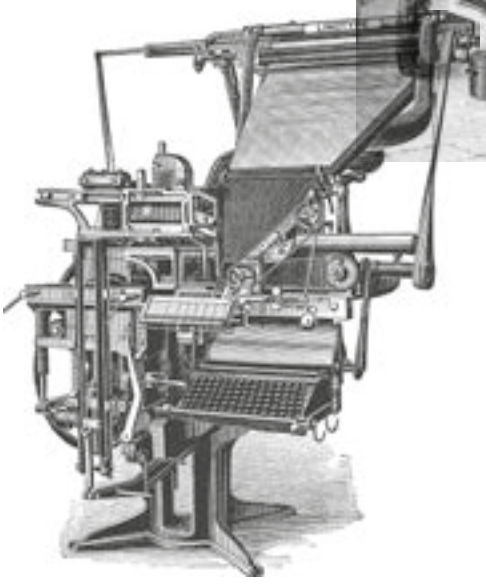
1) Union Livre Papier, de longues fiançailles

... 1925

Au commencement...

Les travailleurs du Papier et du Livre, **depuis cinq siècles,** ont agi pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont mené des luttes multiples et construit des formes d'organisations : **confrérie des compagnons et chapelles d'atelier, sociétés de secours mutuel dans l'imprimerie, confréries et associations régionales de solidarité dans les papeteries...**
L'organisation des ouvriers papetiers fut plus tardive que celle des ouvrier du Livre exerçant des tâches plus qualifiées. Les uns travaillaient le plus souvent hors des villes, les autres intra-muros. Ces situations ont conduit à la constitution de structures d'entreprises pour les premiers et de métiers pour les autres.
La mécanisation les conduira à surmonter leurs corporatismes pour des structures plus rassembleuses.
L'activité dans le cartonnage rassemblait les ouvriers des deux professions et se traduisit par des luttes communes dans ces entreprises spécialisées.
Transformation du papier et mécanisation des métiers graphiques conduisirent à des convergences dans les revendications qui déboucheront, en **1925**, sur une première fusion dans **la Fédération du Livre et du Papier-Carton.** Périodes de scissions et d'union vont se succéder avec la volonté d'une efficacité appelant l'action d'ensemble qui marquera durablement les solidarités.





1965-1986

Congrès de Bombannes (Aquitaine) du 12 mai au 17 mai 1986, 18e Congrès de la FTIP, 29e Congrès de la FFTL, 1er Congrès de la FILPAC.

L'union du Livre et du Papier

Trois courants ont traversé le mouvement ouvrier dans la CGT : **le réformisme, majoritaire dans la fédération du Livre (FFTL), la tendance révolutionnaire,** dans laquelle les militants papetiers (FTIP) se reconnaissaient, et **l'anarcho-syndicalisme,** favorable à une organisation ouvrière autonome des partis politiques.

1965 : première rencontre des deux fédérations, dont nombre de salariés travaillent dans des entreprises où papetiers et imprimeurs se côtoient (600 entreprises de la transformation).

1966 : l'Union Livre Papier voit le jour, pour « coordonner l'action des deux fédérations ». Elle est co-animée notamment par **Jacques Piot** et **Oswald Calvetti.**

LES PRINCIPALES INITIATIVES DE L'UNION :
Délégations internationales, journées d'actions en 1976, mobilisations contre l'abandon progressif de la production de papier de presse (1978).

Quelques conflits ont marqué cette période, pour contribuer à la création de la FILPAC : ***le Parisien* (1975-1977), Imprimerie Chaix (1975, 55 mois d'occupation), Papeterie Laneuveville (1980), Chapelle Darblay (1980-1983).**

Les stratégies patronales et financières d'abandons de productions, de fusions, ont accéléré l'action de convergences des luttes des salariés des industries de la Presse, du Livre, du Papier, de la transformation...

En 1983, faisant le bilan de l'union des deux fédérations, Jacques Piot déclare « *la nécessité d'une action plus étroite devant déboucher à terme sur une fusion prenant en compte les spécificités de chacune des deux fédérations* ».

LA FILPAC ET LES INGENIEURS CADRES ET TECHNICIENS

En 1986, **le SNCTL, Syndicat national des cadres et techniciens du Livre** ajoute un « C » pour devenir le **Syndicat national des cadres et techniciens du Livre et de la communication « SNCTLC ».** La FTIP (Fédération des Travailleurs des Industries papetières) avait transformé le SNETIC (Syndicat national des employés techniciens ingénieurs et cadres) en UFICT (Union fédérale des ingénieurs cadres et Techniciens) en 1982. En 2001, le SNCTLC opère sa transformation en **UFICT du Livre et de la Communication.** La volonté de réunir ces deux structures du Livre et du Papier a toujours animé les dirigeants. En 2013, lors du 3e Congrès de l'UFICT du Livre et de la Communication, le secrétaire général de la fédération ouvre une nouvelle porte pour une seule UFICT dans la FILPAC.

LA FILPAC ET LES RETRAITÉS

L'Union fédérale des retraités (UFR) de la FTIP et les retraités de la FFTL créent l'Union fédérale des retraités (UFR) de la FILPAC CGT en octobre 1986.

30 ans filpac cgt 1986/2016

2) 30 ans de luttes

1986-1991

1986
Chêne-Cazèles à Arcueil
L'entreprise, déménagée depuis Le Kremlin-Bicêtre jusque dans les locaux de Victor Michel liquidée, sera maintenue en exploitation par le personnel puis, enfin, reprise par un patron.

1989
La police n'hésite pas. **René Bouyrie,** blessé, est évacué du tribunal par ses camarades, venus défendre le droit de grève.

1983-1990
Imprimerie Del Duca Maisons-Alfort
Les travailleurs de Del Duca Maisons-Alfort au tribunal de Commerce de Paris pour empêcher la liquidation de leur entreprise.

1988
Imprimerie Jean Didier
Le patronat fait tirer sur les manifestants à Massy (Jean Didier).

1988
Imprimerie Jean Didier
Meeting de victoire sur Jean Didier à Massy.

Manifestation de la presse

1991
Occupation de la mairie d'Auxerre du ministre Jean-Pierre Soisson.

1991
Imprimerie François
À Londres, après la traversée du tunnel sous la Manche en construction, pour interpeller Robert Maxwell sur l'Imprimerie François.

1991
Rassemblement devant un ministère pour exiger une table ronde sur l'imprimerie lourde.

1986-1992

1986-1989
Madeleine Fontelle

Sept ans de procès, à peine gagné qu'aussitôt remis en cause par des tribunaux aux ordres. Madeleine travaillait sous la surveillance de deux « sbires » au féminin qui chronométraient ses absences et rendaient compte à la direction de tous ses faits et gestes, avant que cette direction n'obtienne son licenciement. En 1989, la réintégration de Madeleine est le résultat d'une bataille intense, il aura fallu des dizaines de milliers de tracts, des milliers d'affiches... pour faire avancer la vérité.
Sans jamais être inquiétés, les patrons d'Avery SA ont torturé Madeleine à coups de mensonges, de calomnies, de menaces, et d'injures.

1989
Pierre Lebrun

Une des figures emblématiques de la lutte des Pap' Chap'. Novembre 1983, licencié pendant la grande lutte, il est réintégré en janvier lors de la signature historique de la fin de lutte des cent jours. Novembre 1986, la hargne de Kila, patron de Parenco (choisi par Fabius), qui voulait la tête de Pierrot. Licenciement refusé par l'inspection du travail, autorisé par le tribunal administratif sur recours patronal. S'ensuivront trois années très difficiles pour Pierre, mais trois années de combat acharné pour sa réintégration dans l'usine. 1989, un accord est trouvé sous la responsabilité de la FILPAC.
Le patron François Pinault acceptera de payer un salaire tous les mois à la mutuelle de l'entreprise où Pierre finira sa carrière comme responsable et militant le 1er février 2004.

1987
L'imprimerie Atlantique

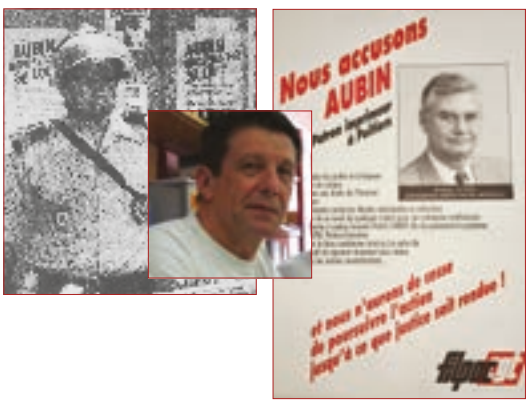
126 jours d'occupation joyeuse et festive contre la fermeture.

1989
Clergeau Bouguenais

Lutte pour la réintégration des militants de Clergeau licenciés pour fait de grève, victoire !

1989
Patrick Chatet

Traduit devant le tribunal correctionnel pour avoir prétendument « séquestré » le directeur... Alors qu'il s'était rendu dans le bureau de ce dernier pour obtenir l'ouverture de négociations salariales ! La police tire à bout portant dans le tribunal pour faire évacuer les personnes venues soutenir Patrick et les poursuit jusque dans la rue !



1992-1995

1992
Sopalin

La direction du site annonce l'arrêt de la diversité de fabrication et cantonne le site à la seule production des mouchoirs Kleenex avec un investissement de 80 millions
La sentence sociale : 312 licenciements, une déclaration de guerre aux oreilles de tous les salariés et des syndiqués CGT (182 syndiqués, tous abonnés *NVO*). S'ensuivront 6 mois d'une bataille solidaire, avec occupation d'usine, des syndicats CGT locaux, de l'interpro, des papeteries environnantes, et de la FILPAC toute entière. La campagne de boycottage menée dans tout le pays avait pour slogan « Allons-nous continuer d'acheter les produits Sopalin fabriqués à l'étranger. ». La lutte, accompagnée d'une longue bataille juridique de la direction contre le boycottage des produits Sopalin par le syndicat (gagnée par la reconnaissance que le droit de grève peut aller jusque-là), a maintenu une quarantaine d'emplois.

1994
Tartas

En 1994, 131 jours de lutte, l'aide de la population landaise et de la FILPAC ont permis le sauvetage de « la Papète ». En 22 ans, cette usine déclarée obsolète par Saint-Gobain est devenue performante industriellement. L'emploi a été préservé, 298 CDI. La rentabilité financière profite aux actionnaires... La CGT continue de se renforcer. Pour preuve, elle est représentative à plus de 80 %, et le taux de syndicalisation avoisine les 60 %. Ce rapport de forces permet des avancées positives notamment sur les salaires... Seule la lutte paie !

1995-2016
NMPP puis Presstalis

Depuis 1995 et encore aujourd'hui, les salariés des NMPP devenues Presstalis se battent contre les différents plans sociaux mis en œuvre successivement, qui ont supprimé des milliers d'emplois, mis à mal le système péréqué de distribution de la presse de 1945 qui permettait que tous les journaux petits et grands se trouvent à la disposition des citoyens dans toutes les villes et villages de France. Aujourd'hui, les salariés de Presstalis poursuivent leurs luttes contre les suppressions d'emplois et la dérèglementation du système de distribution livré à la concurrence, qui accélère la destruction du pluralisme de la presse.

1995-2005
Imprimerie nationale

1640 • Création de l'Imprimerie royale transformée en Imprimerie nationale avec la République.
1994 • Modification de l'entreprise d'État en société anonyme, mise en place d'un double statut pour les salariés : statut d'État et statut privé.
2000 • 3 semaines de blocage des 3 sites : Bondoufle, Paris, Douai soit 1 700 salariés, pour une augmentation des salaires de 500 francs pour tous. La reprise se fait avec 500 francs pour tous, plus des embauches.
2005 • Vente de l'usine de Bondoufle : 150 licenciements. L'entreprise est rachetée par un fonds de pension et redémarre avec 50 salariés. Fermeture définitive de l'entreprise en 2007.
2005 • Déménagement du site historique de l'Imprimerie nationale de Paris XVe, 700 salariés. 120 rejoignent la nouvelle imprimerie créée à Choisy-le-Roi, 580 licenciements. L'imprimerie est vendue en 2009, 3 salariés seulement seront repris.
2005 • À Douai, arrêt de l'atelier rotatives : 150 licenciements.
2005 • Pour la préservation du patrimoine (poinçons du roi etc.) la CGT se bat pour la création d'un musée vivant en Île-de-France. Aujourd'hui après moult péripéties, un musée vivant est installé à Flers-en-Escrebieux (59)
Cette année 2005 a été émaillée de nombreuses luttes.

1997-2002

1997-1999
Morel Barneron Valréas

Dans les années 1990, les dirigeants du Crédit lyonnais laissent une ardoise de 130 milliards de francs, le gouvernement confie au Consortium de réalisation (CDR) le soin de gérer les actifs. Pour les 87 salariés de Morel Barneron, c'est la liquidation. 20 mois d'occupation jour et nuit aboutissent à la reprise avec un entrepreneur. Les machines lui sont vendues mais l'entreprise est dans une situation de locataire sans titre, le CDR refuse de louer les locaux. L'expérience de plusieurs mois est stoppée par le CDR qui, avec l'aide du député maire, vendra les locaux et liquidera l'entreprise.

2000
Cartonnages de France

Le groupe FCP comprend les Cartonnages de France, les Cartonneries de Saint-Germain, la Cartonnerie de Cholet et Cajofé à Strasbourg, soit 960 salariés. Racheté par un groupe suédois en 2000, ce dernier, dans le but d'une rentabilité immédiate, reprend les marchés et projette de licencier 241 salariés et la fermeture des Cartonnages de France. Les luttes de ces trois unités de production sont exemplaires, seul le site de Cholet est préservé.

2000
Delta Diffusion

À perpignan, les 120 Salariés de Delta Diffusion en ont assez que seul un tiers de leur temps de travail soit pris en compte, ils demandent que la durée légale du temps de travail soit appliquée, et le SMIC horaire aussi. La direction est verbalisée pour travail illégal et dissimulé puisque non rémunéré et non déclaré.

2000
Chantreau Armoricaine

Lutte pour la survie de l'entreprise et le maintien des 200 emplois.

2001
Rochechouart

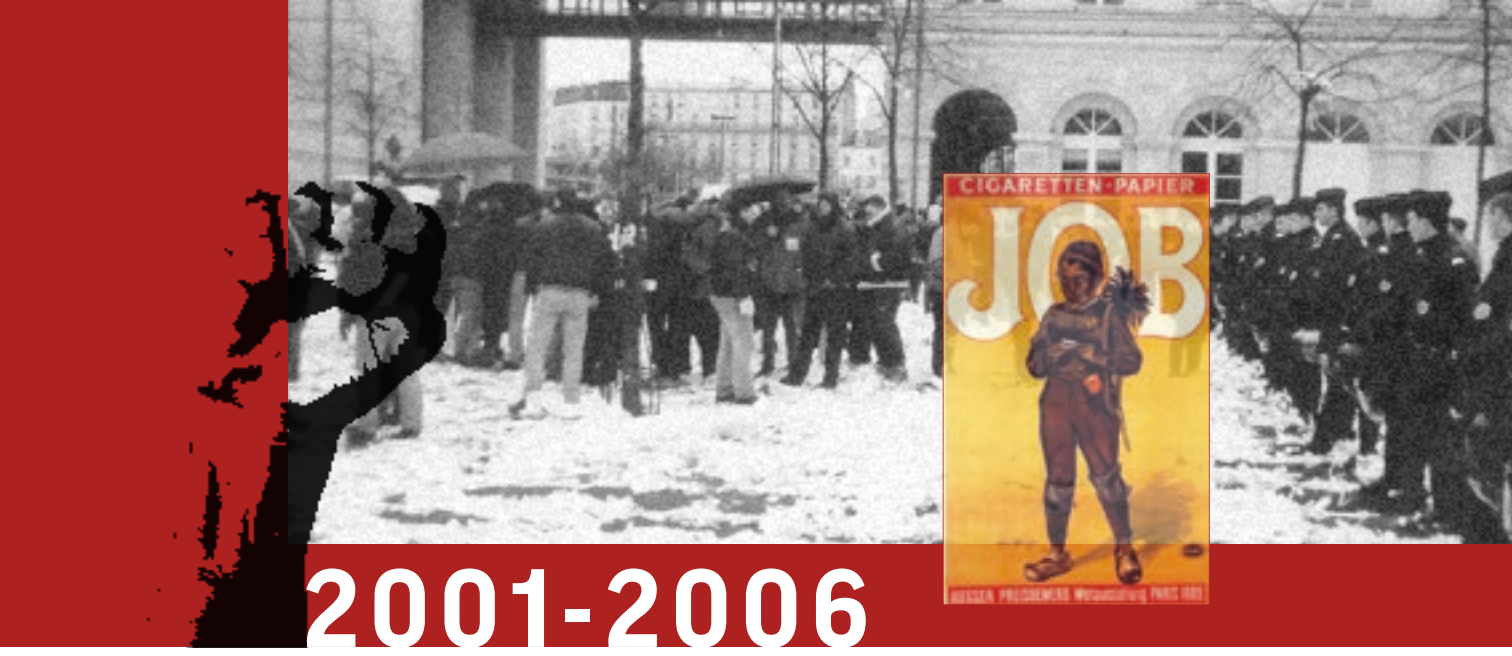
Après une année de blocage des salaires, une semaine de grève est nécessaire afin d'obtenir, lors des NAO, 3 % d'augmentation.

2001-2002
A&R Carton Alsace

Trois mois de guerre des nerfs chez A&R Carton pour préserver une centaine d'emplois.

2001
Centre technique du Papier

La FILPAC a été solidaire du syndicat, pour la sauvegarde de l'emploi et le développement du Centre de Recherche. Le syndicat du CTP s'est mobilisé, avec ses techniciens et cadres, en solidarité avec les entreprises en luttes en particulier, Lacourtensourt, Job, Tartas, Corbehem Maresquel pour aider à la construction d'alternatives de reprise d'activité.



2001-2006

2001
Job Toulouse

Le 15 avril 2001, l'entreprise Job ferme définitivement ses portes. Après de nombreuses années de lutte, les salariés font l'expérience de la logique économique néolibérale doublée de malversations de la part de leurs employeurs. C'est en 1995 que l'entreprise aurait dû fermer, que les salariés auraient dû être dispersés, exposés au chômage, à la précarité ou plus ou moins reconvertis. Tel n'a pas été le cas : si l'entreprise a bien fermé, les salariés ont réussi à arracher, au terme d'une longue lutte, un plan social de haut niveau et une garantie d'accompagnement des licenciés jusqu'à l'obtention d'un emploi stable. Regroupés dans l'association APRES-Job et dans leur syndicat CGT, ils se sont parallèlement engagés dans d'autres actions : travail de mémoire, dépôt d'une demande de classement du bâtiment principal de l'usine, coopération avec les associations de quartier pour que le réaménagement du site de l'usine préserve la trace de leur activité industrieuse et intègre les aspirations des habitants. Brisant la routine sociale, les « Jobs » ont su mobiliser et fédérer les soutiens les plus divers. Ils ont ainsi inscrit la lutte des salariés de Job dans l'histoire sociale et industrielle d'un monde en constante mutation.

2004
Cartonnerie de Saint-Germain Soissons

Lutte pour le maintien de l'entreprise.

2003
Embadac Pau

Les femmes d'Embadac Pau occupent l'entreprise contre la fermeture, pour leurs emplois.

2005
Maresquel

Contre la fermeture de la papeterie et la suppression de 230 emplois. Un plan CGT de production de sacs en papier de chanvre a été étudié et rejeté par les pouvoirs publics.

2006
Saïca Orthez

Lutte des travailleurs des Papeteries Saïca Orthez contre la fermeture de leur site de production.

2006-2008

2006-2014
Stora Enso Corbehem

À partir de 2006, Stora Enso dépouille ce grand site pour délocaliser la production en Amérique latine. Cette année-là, mille salariés défendent leurs emplois et élaborent un projet de diversification à base de chanvre cultivé essentiellement sur les sols industriels à dépolluer de la région (Métaleurop). En janvier 2014, une nouvelle grande friche industrielle complète celles des sites alentour avec des conséquences sociales dramatiques.

2006
4P Allonne

Les salariés de 4P Allonne multiplient les actions contre la fermeture de l'entreprise. Malgré les propositions de continuation de l'activité faites par la CGT, les 180 salariés seront licenciés en 2006. 6 500 000 euros seront gagnés par les salariés devant les tribunaux. L'association mise en place accompagne les salariés depuis 2006.

2008
Cascades Blendecques

Lutte pour la défense de 80 emplois.

2008-2016
Papeteries de Voiron

En 2008 les ex-papeteries de Voiron deviennent Vertaris.
Comment ont-ils fait pour redémarrer l'entreprise ? Joseph Rabatel témoigne : *« Vertaris redémarre... Quel succès ! Mais quelle énergie il a fallu au syndicat CGT de Voreppe, sur lequel tout a reposé ».* Depuis 2008, les salariés continuent de lutter pour leurs emplois dans un environnement industriel gravement menacé.

2008
Autajon Bordeaux

Dans le cadre d'une campagne de parrainage de la région FILPAC, les salariés opèrent un arrêt de travail pour leurs salaires.

Gérard Autajon,
le millionnaire fraudeur de l'imprimerie !

Gérard Autajon est l'archétype d'une mise en œuvre du projet de loi « Travail » : tout pour ma fortune, quelques miettes pour les manants qui travaillent dans mon groupe.

2008
Quebecor La Loupe

Les « Quebecor La Loupe » luttent contre la fermeture de l'entreprise.

2008-2010

2009
Canson Annonay

Lutte des « Cansons-ArjoWiggins-Annonay » pour la défense de l'emploi contre la fermeture de Faya, dernier producteur de papier calque français.

2009-2012
M-Real Alizay

À l'annonce de la fermeture du site, 350 salariés se mobilisent pour trouver

un repreneur. Toute la population et les élus soutiennent la lutte. La mairie et le conseil général achètent l'entreprise pour 22 millions d'euros et la revendent immédiatement à un repreneur afin d'éviter la fermeture orchestrée par le propriétaire.

2009
Papeterie de Mauduit Quimperlé

La Papeterie de Mauduit lutte à Quimperlé et à Quimper contre le plan de sauvergarde de l'emploi de 2009.

2009-2013
Quebecor Hellemmes

Lutte pour la défense du site et de l'emploi. Reprise du site en mars 2007 par un repreneur qui liquide tout en 2013.

2010
Brodard Graphique Coulommiers

Lutte contre l'annonce de 100 licenciements.

2010
Rambervillers

Lutte pour la défense de l'emploi.

2010
Le Résistant de Libourne

Meeting à Bordeaux. La presse est mobilisée pour soutenir la camarade déléguée syndicale du SNJ CGT, du journal *le Résistant de Libourne* menacée de licenciement. Elle sera maintenue dans son emploi.

2010-2014

2010

Rotoprint (RotoGaronne)

Bataille contre la restructuration annoncée et son cortège de licenciements.

2010

Mediapost Wittenheim

Conflit très dur en mars 2010 pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

2011

Europac Papeterie de Rouen

2006 : le groupe OTOR décide l'arrêt des machines 3 et 4 sauvées en 1983 suite au conflit historique des 100 jours. Cette décision a conduit à la suppression de 114 postes, des départs volontaires, des FNE, et des préretraites maison. Malgré une étude du cabinet SECAFI, avec un investissement moindre, une machine aurait pu être sauvée pour quelques années. Mais seule la FILPAC CGT lutte, simplement soutenue par les élus locaux et nationaux du PCF.
Des manifestations, des grèves, des rencontres au niveau départemental et régional n'aboutiront pas face au lobby des actionnaires. Une fois le plan social terminé, la mariée habillée, comme nous disons, nous avons été repris par un nouveau groupe : Europac.

2012

Papeterie La Moulasse Saint-Girons

Menace de suppression de 50 emplois.

2012

Helio Corbeil

Après des mois de luttes pour sauver leurs emplois, les salariés d'Hélio Corbeil mettent en place une coopérative et redémarrent l'entreprise avec 80 emplois.
Aujourd'hui l'entreprise poursuit son activité avec 100 salariés et ceux-ci font la démonstration de leur capacité à gérer une entreprise en dehors du grand capital.

2013

Geodis Distribution Bonneuil

Après 40 heures de blocage non stop du site de Bonneuil, la direction de Geodis BM Presse accepte de signer un protocole d'accord de fin de grève le 28 novembre 2013.

2013

Papeteries Condat Le Lardin

Contre la suppression de 130 emplois et le transfert d'une machine en Espagne.

2014

Publicis

Lutte pour la défense des salaires.

2014-2016

2014
Chapelle Darblay

Le 14 novembre 2014, nouvelle restructuration, nouveau plan de licenciements. UPM décide l'arrêt de la PM3, machine à papier journal 100% désencrée de Chapelle Darblay, et 196 licenciements. Une lutte exemplaire de plus d'un an, un syndicat fort de ses 50 % de syndiqués n'ont pu empêcher la fermeture de la machine. Les licenciements ont été minimisés, un grand nombre de jeunes salariés sauvés par des départs volontaires de plus anciens en préretraite. Le résultat reste très amer. Ils ont été bien baladés par le pouvoir dirigeant, qui n'a jamais accepté une table ronde pour débattre de l'avenir de notre industrie papetière. À part les soutiens historiques de plus de 40 ans des mairies communistes, de Grand-Couronne, Oissel, Saint-Étienne-du-Rouvray et Dieppe, les responsables politiques n'ont cessé de répéter qu'ils n'avaient pas de pouvoir.
Aujourd'hui, la Chapelle continue de fumer avec la PM6 et fabrique encore 230 000 tonnes de papier avec ses 211 salariés et toujours ses 50 % de syndiqués.

2014
Sapeso Pub (journal *Sud-Ouest*)

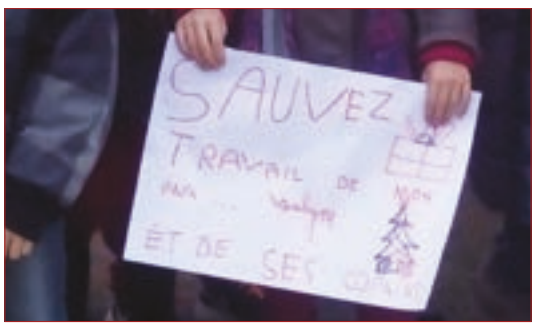
Les salariés s'opposent à la filialisation du secteur de la publicité du journal, soutenus par les salariés et la CGT du journal *Sud-Ouest*.

2014
Les retraités de la FILPAC

en lutte pour leurs revendications

2014-2016
Arjo Wizernes

Occupation du site depuis 18 mois pour défendre les emplois et l'activité papetière. Un plan CGT propose un développement des papiers, respectueux des hommes et de l'environnement. La guerre est ouverte entre l'État, l'actionnaire, les travailleurs et la population de l'Audomarois pour la reprise de l'activité.



2015
AFP

Maintien du statut lié à la convention collective. Non à la convention Syntec !

2016...

2016
Saillat

Lors des négociations annuelles obligatoires, les salariés arrêtent l'entreprise durant 5 jours pour des augmentations de salaires.

2016
Raphaël Gentil

Dans un esprit revanchard, la direction d'Emin Leydier continue d'orchestrer la procédure de licenciement de Raphaël, élu FILPAC CGT au CE et CCE.
La direction demande le licenciement de notre camarade pour inaptitude. La CGT s'était élevée, dès le mois d'avril 2016, contre cette mascarade qui ne sert en fait qu'à se « débarrasser » d'un militant qui possède une forte aptitude à défendre les droits de salariés de cette papeterie.

2016
Paris Normandie

Après la lutte pour la reprise du journal qui s'effectuera en 2012, le dépôt de bilan en 2016 et la lutte pour le maintien des emplois, les salariés ont élaboré, avec leur syndicat CGT, un projet de SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), une forme de société coopérative au capital élargi.

2016
Aldo Pometti

En Charente, à Nersac, cela fait près de dix ans qu'Aldo Pometti, délégué syndical CGT et ex-secrétaire du CHSCT, paye cher son engagement syndical dans l'entreprise Hamelin SAS, fabricant des agendas Oxford. Alors que l'employeur use de tous les recours possibles pour essayer de le licencier, le syndicat CGT de l'entreprise introduit une requête en discrimination syndicale et en harcèlement moral. Après plus de deux ans de procédure et de placardisation, le conseil des prud'hommes de Bobigny, par jugement du 11 mars 2016, établit et constate que le secrétaire du syndicat CGT Hamelin SAS Nersac est victime de discrimination syndicale et de harcèlement moral. Il condamne l'employeur à le réintégrer après formation (5 000 €, au titre de son préjudice en lien avec le manquement aux obligations de formation et d'adaptation professionnelle), reconnaît la discrimination syndicale (15 000 € au titre du préjudice moral), et le condamne pour harcèlement moral (25 000 € au titre de l'atteinte à sa dignité et à sa santé).
À ce jour, l'employeur n'a toujours pas redonné de poste à notre camarade, une enquête de l'inspection du travail est en cours... à suivre.

Note des organisateurs
Il n'a pas été possible aux organisateurs de réunir l'intégralité des documents et témoignages des luttes auxquelles ont pris part les militants de la FILPAC CGT depuis 30 ans. Les rédacteurs s'excusent auprès des visiteurs. L'ensemble des photos et documents présentés prouve la vitalité des syndicats de la FILPAC CGT depuis 1986.

3) L'outil syndical au service du revendicatif

La FILPAC, un outil syndical au service des revendications

1993 • Les classifications dans la FILPAC
Pour sortir d'un système par « poste », un nouveau système est mis en place. La FILPAC revendique avec ses syndicats une grille unique et des emplois repères afin que les camarades puissent se retrouver dans les critères classants, qui sont ici présents, pour la reconnaissance de la qualification des salariés, avec en plus la prise en compte du poste occupé. Le refus du patronat et la non-prise en compte des besoins dans certaines conventions collectives fait que ce texte est encore, à ce jour, non appliqué dans un certain nombre d'entreprises.

1999 • La réduction du temps de travail
Suite à la loi Aubry, des échanges s'ouvrent dans les branches avec une tension palpable de la part des patrons qui ne « digèrent » pas une remise en cause de la durée du travail après négociations. Au final, des accords sont trouvés, non sans difficulté. Ils reprennent les grandes lignes définies lors des assemblées des syndicats de la fédération. Ceux-ci s'emparent de cet accord pour aller à la négociation dans les entreprises, en l'améliorant souvent sur l'organisation du travail. Même si le patronat n'a jamais accepté cette réforme, il a dû faire des avancées significatives pour les salariés sous la pression des syndicats FILPAC CGT.

2016 • Regroupements des conventions collectives
La diminution du nombre de conventions collectives non vivantes et non étendues est une « directive » du ministère du Travail. Seules quelques conventions suivies par la fédération ne sont pas étendues. La FILPAC n'a pas encore été engagée dans ces négociations. Bien entendu, ses seules revendications seront le maintien et l'amélioration des droits des salariés de toutes les branches. •

4) Connaissance des secteurs fédéraux

Industries graphiques

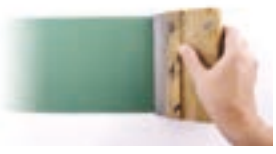
Le secteur des Industries graphiques, couvert par huit conventions collectives, représente environ

103 000 salariés dont

5 % sont syndiqués à la FILPAC CGT.

LABEUR ET INDUSTRIES GRAPHIQUES

SÉRIGRAPHIE



RELIURE, DORURE ET BROCHURE

PEINTRES EN LETTRES

REPROGRAPHIE

PRESSE

(nationale, régionale et départementale)

Information et Communication

Le secteur de l'Information et de la Communication, couvert par dix conventions collectives, représente environ

290 000 salariés dont

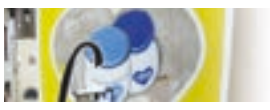
0,6 % sont syndiqués à la FILPAC CGT.

ÉDITION
(livre, digital)

PRESSE MAGAZINE

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ PEINTE



AGENCES DE PRESSE

JOURNALISTES

LIBRAIRIE

PRESSE D'INFORMATION SPÉCIALISÉE

ÉDITION MUSICALE

ÉDITION PHONOGRAPHIQUE

Production, transformation du papier

Le secteur de la Production et de la transformation du papier et du carton couvre six conventions collectives et représente environ

74 000 salariés dont

8,2 % sont syndiqués à la FILPAC CGT.

PRODUCTION PÂTE À PAPIER

TRANSFORMATION DU PAPIER

RÉCUPÉRATION VIEUX PAPIERS

DISTRIBUTION PAPIER

ARTICLES PAPETERIE

EMBALLAGES

Distribution

Le secteur de la Distribution, couvert par trois conventions collectives, et un statut des ouvriers, employés et cadres du Livre représente environ

290 000 salariés dont

0,6 % sont syndiqués à la FILPAC CGT.

DISTRIBUTION DIRECTE

LOGISTIQUE COMMUNICATION ÉCRITE DIRECTE

PORTAGE DE PRESSE

DISTRIBUTION DE PRESSE

Le rôle de la FILPAC dans les institutions de retraite, de prévoyance et de mutuelle

La FILPAC CGT joue un rôle important dans les institutions de retraite, de prévoyance et de mutuelle et de nombreux militants sont administrateurs dans :

AG2R • Caisse interprofessionnelle de retraite, rendue obligatoire dans les entreprises du papier par un accord signé entre la caisse et les organisations syndicales ;

AUDIENS • Caisse de retraite et de prévoyance de la Presse du Spectacle et de la Communication : obligatoire dans les entreprises de presse ;

GROUPE LOURMEL • Groupe de protection sociale à caractère professionnel, il est désigné par la c/c des industries graphiques pour gérer la retraite et la prévoyance ;

GROUPE MALAKOFF MEDERIC • Ce groupe couvre l'édition ;

Le groupe KLESIA couvre les entreprises d'agences de publicité ;

La Mutuelle de la Presse, du Spectacle et de la Communication couvre les entreprises de la presse, du spectacle et de la communication.

LE RÔLE DE LA FILPAC DANS LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Au sein de **la Sécurité sociale, la branche accidents du travail, maladies professionnelles** a une gouvernance paritaire qui fonde la légitimité des orientations et des décisions.

La prévention pour préserver la santé et la sécurité des salariés est le sujet majeur.

Deux administrateurs siègent, l'un au **Comité technique national du livre et de la communication,** l'autre au **Comité technique national du papier.**

La place de la FILPAC dans la formation professionnelle

La FILPAC s'est particulièrement investie dans la formation professionnelle ; elle agit avec ses mandatés dans la **Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation (CPNEF).**
Créés en 1994, les CPNEF ont pour rôle d'apporter leur soutien aux salariés des différents secteurs en matière d'emploi et de formation. Nous avons deux représentants FILPAC CGT dans toutes les conventions. La commission doit :

- **diligenter des études permettant une meilleure connaissance des réalités de l'emploi ;**
- **analyser les moyens de formation, de réadaptation et de perfectionnement accessibles aux salariés ;**
- **être force de propositions pour le développement et l'utilisation optimale des dispositifs de formation ;**
- **a l'obligation de travailler sur la validation des acquis en entreprise (VAE) et la création de Certificats de qualification professionnelle (CQP) ;**
- **définir les orientations et l'ordre des priorités de la formation professionnelle de la branche ;**
- **participer aux travaux de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche.**

La CPNEF est mandatée pour élaborer le budget nécessaire à là création des CQP, étudier les référentiels et en faire la promotion.

LES ORGANISMES PARITAIRES COLLECTEURS AGRÉÉS (OPCA) ET LES ORGANISMES PARITAIRES AGRÉÉS DE CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION (OPACIF) DE BRANCHE

Ce sont des **organismes paritaires collecteurs agréés** chargés de collecter, auprès des entreprises, leurs cotisations en matière de formation professionnelle.
Leurs missions sont de contribuer au développement de **la formation continue,** d'assurer la qualité des formations, et de prendre en charge les formations des tuteurs d'apprentissage.
Trois OPCA sont suivis par la fédération : l'AFDAS, l'OPCA3+ et l'AGEFOS CGM. •

1945-1986...

La constante recherche d'unité du syndicalisme international

1945 • Unification du syndicalisme international dans une seule organisation mondiale, la **FSM : Fédération syndicale mondiale.**
1949 • La scission est en marche :
- raison politique : la guerre froide divise les syndicats, entre autres, sur le soutien au plan Marschall : la **CGT** prend le parti d'une FSM opposée au plan Marshall ; la **CGT-FO,** nouvellement créée, prend une option différente ;
- raison structurelle : la FSM veut contraindre les organisations de branche parfois très anciennes (SPI) à intégrer la FSM. Refus. Elle crée alors ses propres branches : les **UIS (Unions internationales syndicales**) ;
- Création d'une nouvelle confédération internationale : **la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).**
1949 : Naissance de la **Fédération graphique internationale à Stockholm.** La FFTL, forte de son statut de membre fondateur du **Secrétariat typographique international en 1892,** en est membre, seule organisation de la CGT à faire partie d'un secrétariat professionnel international.
La FSM, sous la pression de la CGT, ne crée pas d'UIS graphique.
Le **Comité permanent des industries graphiques** constitué en **1961**, est proche de la FSM sans en être adhérent. La **FTIP** adhère à l'**UIS ICPS** (chimie, pétrole et similaires) de la FSM.
Elle n'est pas admise à adhérer au SPI de la branche chimie.
Pour établir des contacts avec les syndicats des pays occidentaux, la FTIP prend l'initiative de créer, en **1970,** le **Comité consultatif permanent** appelé **Comité Hasting** rassemblant des syndicats de la FSM et de la CISL.
1986 • La **FILPAC** reprend toutes les adhésions et les responsabilités des deux fédérations dans les organisations internationales.
La chute des pays communistes a un impact sur le syndicalisme mondial : FSM et CISL sont remises en cause. Une aspiration à l'unité syndicale naît dans le monde du travail.

1990-2016

La constante recherche d'unité du syndicalisme international

1990 • Fusion de la **FGI (Fédération graphique internationale)** et du Comité permanent.
1995 • Premiers pas de rapprochement entre le Comité Hasting et le **Secrétariat professionnel international ICEM** qui se conclura par une adhésion de la **FILPAC** à cette organisation.
La CGT quitte la FSM.
2000 • Constitution de l'**UNI** par la fusion entre les secrétariats professionnels internationaux **FIET** (employés et techniciens), **CI** (communication international, poste et téléphone), la **FGI** et **MEI** (médias, culture et spectacle).
2006 • Constitution de la **Confédération syndicale internationale** entre la **CISL,** la **CMT** et des syndicats « non alignés ». La CGT est un des acteurs actifs de cette création.
2012 • La **FILPAC** intègre **IndustriAll,** issue de la fusion de la **FIOM** (métaux), de l'**ICEM** (chimie, mines, papier) et de la **FITTHC** (textile-Cuir).
La **FILPAC** est une des premières organisations de la CGT à adhérer à ces secrétariats professionnels internationaux et à leur organisation européenne. Elle siégera dans leur direction jusqu'à présider **UNI Graphique** jusqu'en 2011.
Depuis 2012, la **FILPAC** continue de développer son rôle dans les institutions internationales. •

2000-2007

Le Comité mondial

Le Comité mondial est une directive de l'ONU, publiée en l'an 2000. Intitulée **Global Compact,** elle incite les entreprises du monde entier à adopter une attitude socialement responsable et à respecter les normes de **l'Organisation internationale du travail.**

Le Comité mondial n'a pas de statut juridique, il est un espace :

- **d'échanges, de discussions entre la direction d'une multinationale et le syndicat mondial (UNI) représentant ses affiliés ;**
- **d'expressions syndicales sur les questions fondamentales des droits des salariés.**

Son efficacité repose sur l'action syndicale menée dans chaque pays et coordonnée au plan international.

Lutte pour l'obtention d'un accord mondial chez Quebecor, une expérience intéressante

2002 • Première réunion des syndicats des pays où la multinationale opère. **Création du réseau UNI Network@ Quebecor World** destiné à l'échange d'informations, d'expériences et à la recherche de stratégies communes.

Décembre 2003 • Conférence mondiale de solidarité à Memphis. 120 participants de 13 pays. Lancement de la campagne mondiale pour le respect du droit à la création de syndicats dans plusieurs États des USA et soutien aux syndicats de pays d'Amérique latine : interpellation des plus gros clients pour dénoncer les méthodes antisyndicales de Quebecor.

Avril 2004 • Campagne de pétition « Justice@Quebecor » pour réclamer un accord mondial de respect de normes de l'OIT. Dépôt de milliers de signatures auprès des directions de 13 pays. Il est signé un accord de «neutralité» de Quebecor World pour la création de syndicats aux USA.

Mai 2005 • Après plusieurs séances de négociations et un accord possible, **la direction remet en cause son engagement** de principe.

2005-2006 • Initiatives de dénonciations et de solidarité. Exemple : en Europe, motion votée en séance plénière du Comité d'entreprise européen ; manifestations publiques aux USA, au Canada, au Brésil, au Chili, en Argentine...

Janvier 2006 • Nouvelle campagne mondiale : tracts édités en trois langues, distribués dans toutes les entreprises ; port d'autocollants ; votes de motions, etc. Le 30 janvier, actions coordonnées dans tous les pays et entreprises.

Juillet 2007 • L'accord est signé à l'occasion d'un CEE tenu à Barcelone.

Ces années de mobilisations, au-delà de l'accord mondial (à faire respecter !) ont contribué à la création de syndicats aux USA, au Brésil, au Pérou... Elles ont conforté l'exercice du droit syndical et le respect des droits des travailleurs dans tous les pays concernés.

2016...

La FILPAC de demain

Depuis sa création, il y a trente ans, la **Fédération des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication** a fait des luttes sociales dans ses secteurs professionnels, sa marque de fabrique syndicale.
Aujourd'hui et devant un futur plein d'incertitudes, tant sociales que sur l'avenir de nos professions, les défis à relever ne manquent pas.
La mondialisation met en concurrence les travailleurs à travers la planète, occasionnant de multiples fermetures d'entreprises industrielles et la destruction de millions d'emplois et de vies.
L'avènement du numérique bouscule l'ensemble des chaines de valeur, favorisant une exploitation toujours plus importante du travail et des individus hors travail au profit du capital. Le numérique, formidable outil social d'accès à la connaissance, à la culture, d'émancipation est utilisé aujourd'hui pour précariser, exploiter, abêtir et soumettre le plus grand nombre.
Ouverts, revendicatifs et solidaires sont les qualités des syndicats de la FILPAC CGT pour relever ces défis.
Ouverts à toutes et tous, aux travailleurs de tous statuts, de toutes catégories, de toutes origines, de toutes philosophies, pour être toujours plus nombreux dans la lutte et incarner un syndicalisme de masse. Mais aussi ouverts au monde en renforçant nos liens avec les syndicats européens et de tous les continents, ouverts au travail ensemble, à l'unité d'action dans le but de faire aboutir les revendications des travailleurs.
Revendicatifs, en n'ignorant aucune revendication ni aucun besoin des travailleurs, car toute revendication sociale porte en elle le germe de la transformation de la société qui fait le caractère de classe de notre syndicalisme. Faisant de l'égalité professionnelle un combat syndical de premier plan, la FILPAC CGT et ses syndicats mènent une lutte sans concession contre les discriminations de tous ordres.
Solidaires, face à l'injustice sociale et à la violence du patronat et de ses sbires gouvernementaux successifs. Solidaires, car nul ne doit rester seul face à l'arbitraire et parce que rassemblés, nous pouvons changer cette société invivable pour 99% des citoyens de notre planète et nous débarrasser de l'exploitation capitaliste. Solidaires pour combattre le fascisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie et toutes formes d'exclusion de la diversité de l'Humanité.
À ceux qui ne croient plus au syndicalisme et au fédéralisme, donc à la CGT, qu'ils se rassurent, la FILPAC CGT a 30 ans et un avenir prometteur de luttes sociales devant elle !